

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

LÉON SALEFRANQUE

Les libéralités aux départements, aux communes et aux établissements publics ou d'utilité publique devant l'impôt (suite et fin)

Journal de la société statistique de Paris, tome 37 (1896), p. 103-114

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1896__37__103_0

© Société de statistique de Paris, 1896, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V.

LES LIBÉRALITÉS AUX DÉPARTEMENTS, AUX COMMUNES ET AUX ÉTABLISSEMENTS PUBLICS OU D'UTILITÉ PUBLIQUE DEVANT L'IMPOT.

(Suite et fin) [1].

Combien l'État encaisse-t-il, à titre de droits de mutation, sur les libéralités dont nous venons d'examiner le nombre, l'importance et la répartition au profit des divers bénéficiaires? Nous devons, pour établir exactement le prélèvement effectué de ce chef par le Trésor, distinguer entre les *établissements publics* et les *établissements d'utilité publique*.

Cette ventilation est indispensable en effet tant parce que certains établissements publics, assimilés à l'État, ne sont pas assujettis à l'impôt, que parce que les propositions tendant à accorder une détaxe à certains établissements laissent en général de côté ceux d'utilité publique.

La *Statistique générale* ne fournit de chiffres distincts selon la nature des établissements que depuis 1889. A raison des variations qui se produisent d'une année à l'autre dans la répartition des libéralités, nous avons relevé les chiffres de détail des cinq années 1889 à 1893 et c'est sur la moyenne des valeurs reçues au cours de cette période que nous avons liquidé les droits revenant au fisc.

Voici les résultats généraux de cette opération :

CATÉGORIES d. BÉNÉFICIAIRES.	ÉTABLISSEMENTS PUBLICS.			ÉTABLISSEMENTS D'UTILITÉ PUBLIQUE.			ÉTABLISSEMENTS RÉUNIS.		
	VALEURS REÇUES.		IMPOT liquidé sur la moyenne ci-contre.	VALEURS REÇUES.		IMPOT liquidé sur la moyenne ci-contre.	VALEURS REÇUES.		IMPOT liquidé sur la moyenne ci-contre.
	Période 1889-1893.	Moyenne annuelle.		Période 1889-1893.	Moyenne annuelle.		Période 1889-1893.	Moyenne annuelle.	
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.
Départements.	3 689 054	737 811	83 004	»	»	»	3 689 054	737 811	83 004
Communes	40 816 219	8 163 245	918 365	»	»	»	40 816 219	8 163 245	918 365
Établissements } religieux.	26 421 023	5 284 205	594 473	6 338 277	1 267 655	142 611	32 759 300	6 551 860	737 081
	88 647 583	17 729 516	1 994 570	11 596 304	2 319 261	260 917	100 243 887	20 048 777	2 255 487
} de prévoyance	120 900	24 180	2 720	2 375 605	475 121	53 451	2 496 505	499 301	56 171
Établissements d'instruction publique :									
1. Académies et corps savants	3 319 471	663 894	(2)	1 285 431	257 086	28 922	7 519 421	1 503 884	90 931
2. Instruction publique :									
1 ^o Facultés, lycées, etc.	158 464	31 697	(3)	»	»	»			
2 ^o Autres	374 993	74 999	8 437	2 381 042	476 208	53 572			
Établissements divers	»	»	»	107 225	21 445	2 428	107 225	21 445	2 428
Totaux et moyennes.	163 547 727	32 709 547	3 601 569	24 083 884	4 816 776	541 901	187 631 611	37 526 323	4 143 772

Le produit moyen que peut attendre le Trésor des droits auxquels sont assujetties, en l'état actuel de la législation, les libéralités aux établissements publics et d'utilité

(1) Voir *Journal de la Société de statistique*, février 1896, page 55.

publique s'élève donc à un peu plus de 4 millions, dont 3 millions et demi fournis par les premiers et un demi-million seulement par les seconds.

*
* *

Nous pouvons maintenant étudier utilement la question que nous posions au début de cette étude. Convient-il de modifier le régime actuel dans le sens d'une détaxe des libéralités qui nous occupent ? Dans quelle mesure convient-il d'adopter la suppression ou la réduction de l'impôt ?

Nous ne pensons pas qu'on puisse méconnaître l'intérêt considérable qui s'attache à la prospérité de la plupart des établissements appelés à bénéficier des libéralités qui nous occupent, au développement des œuvres que ces libéralités permettent de créer ou de soutenir. N'est-ce pas, en effet, la société elle-même qui bénéficie des libéralités des particuliers venant pourvoir à des besoins auxquels il lui incomberait, sans cela, de satisfaire ? Et, si le Trésor diminue par l'impôt l'importance des valeurs destinées à parer à ces nécessités, n'est-il pas amené, d'un autre côté, à inscrire à son débit des subventions d'autant plus élevées ? L'exemption de l'impôt serait donc, dans tous les cas, la seule solution logique.

Cette solution radicale, si elle était appliquée à toutes les libéralités qui nous occupent, priverait le Trésor d'une recette un peu supérieure à quatre millions, exactement, d'après la moyenne établie sur les années 1889-1893 (1). 4143472'

Or, les droits perçus, au cours de la même période, sur les donations et les successions accusant un encaissement annuel moyen de (2). 208137158 la moins-value représente seulement. 2 p. 100

de l'ensemble des produits. Il ne paraît pas douteux qu'on puisse facilement récupérer une perte aussi faible, alors qu'on procède à un remaniement complet de l'assiette et des tarifs de l'impôt de mutation par décès.

Mais, on peut soutenir qu'il y a des distinctions à faire entre les divers bénéficiaires et que tous ne méritent pas, au même degré, la faveur d'une détaxe. Cette manière de voir peut parfois être appuyée de raisons décisives et, si on se rangeait à cette opinion, nous estimons qu'on pourrait donner satisfaction aux divers intérêts en présence en accordant la détaxe complète aux libéralités consenties aux *établissements charitables et hospitaliers*, ainsi qu'aux *établissements de prévoyance* (3),

(1) Voir le tableau IV.

(2) En voici le détail :

Années.	Produits (en millions de francs).		
	Donations.	Successions.	Totaux.
1889.	21,0	170,6	191,6
1890.	21,5	191,2	212,7
1891.	21,9	191,4	213,3
1892.	22,3	190,2	212,5
1893.	22,0	188,4	210,4
Moyennes (1889-1893).	21,8	186,3	208,1

(3) Nous ne ferions aucune différence entre les établissements charitables et hospitaliers ou de prévoyance ayant le caractère d'*établissements publics*, et ces mêmes établissements simplement reconnus comme *établissements d'utilité publique*. Il ne nous semble pas, en effet, qu'on puisse distinguer dans la charité.

Toutefois, le législateur agirait sagement en énumérant très exactement, dans le texte à intervenir, les établissements admis à la détaxe, afin de ne laisser place à aucune interprétation abusive dans quelque sens que ce soit. — Voir, à cet égard, les notes du tableau IV.

et en accordant le bénéfice d'un tarif réduit — 5 p. 100 par exemple — aux autres ou à la plupart des autres bénéficiaires.

S'il en était ainsi, la perte du Trésor se trouverait réduite dans une certaine mesure :

1° Détaxe complète des libéralités aux <i>établissements charitables et hospitaliers</i>	2255487 ^f	} 2311 658 ^f
et aux <i>établissements de prévoyance</i>	56171	
2° Réduction des droits à 5 p. 100 pour les <i>autres bénéficiaires</i> , en admettant — cas improbable — que tous fussent également favorisés, ce qui porterait la moins-value à atteindre, de ce chef, à un chiffre maximum de	1017665	
	Ensemble.	3329323 ^f
	Soit	1,6 p. 100

de l'ensemble des produits encaissés par le Trésor, au lieu de 2 p. 100 avec la détaxe complète.

Ce serait donc entre ces deux taux 1,6 p. 100 et 2 p. 100 que se fixerait la moins-value occasionnée par la réforme que nous réclamons, selon que le législateur jugerait à propos d'admettre ou non, à la détaxe, certaines catégories de bénéficiaires.

En toute hypothèse, les intérêts du Trésor ne sont pas, on le voit, sérieusement engagés dans la solution de la question et on nous permettra d'émettre le vœu, en terminant, que, dans son examen, le Parlement se montre très largement libéral.

ANNEXES.

Nous donnons, en annexes, les tableaux suivants :

I. — Nombre et répartition des donateurs ayant consenti des libéralités aux divers établissements publics ou d'utilité publique de 1836 à 1893.

II. — Nombre et répartition des libéralités aux divers établissements publics ou d'utilité publique de 1836 à 1893.

III. — Nature et répartition de ces libéralités entre les divers établissements publics et d'utilité publique de 1836 à 1893.

IV. — Répartition des libéralités entre chacune des catégories d'établissements publics et d'utilité publique de 1836 à 1893.

V. — Régime fiscal appliqué aux libéralités consenties aux établissements publics dans les principaux pays étrangers.

LÉON SALEFRANQUE.

TABLEAU I. Nombre et répartition des donateurs ayant consenti des libéralités aux divers établissements publics ou d'utilité publique de 1836 à 1893.

ANNÉES et PÉRIODES.	DÉPARTE- MENTS.	COMMUNES	ÉTABLISSEMENTS					TOTAUX.
			religieux.	charitables et hospitaliers.	de prévoyance.	d'instruc- tion publique.	divers.	
1836-1855 . . .	"	"	"	"	"	"	"	"
Moyennes . . .	"	"	"	"	"	"	"	"
1856-1865 . . .	"	"	"	"	"	"	"	33 086
Moyennes . . .	"	"	"	"	"	"	"	3 308
1871	2	223	1 187	1 008	14	23	"	2 457
1872	4	338	2 079	1 300	23	49	"	3 853
1873	4	401	2 332	1 379	43	33	"	4 192
1874	3	463	2 507	1 369	61	27	"	4 430
1875	2	438	2 381	1 461	52	51	"	4 335
1871-1875 . . .	15	1 863	10 436	6 577	193	183	"	19 317
Moyennes . . .	3	372	2 097	1 315	39	37	"	3 863
1876	23	394	2 245	1 293	38	44	"	4 137
1877	1	450	2 458	1 216	31	28	"	4 184
1878	4	395	2 180	1 298	43	29	"	3 949
1879	4	418	1 946	2 428	43	30	"	4 869
1880	"	367	1 723	1 454	34	22	"	3 600
1876-1880 . . .	32	2 024	10 652	7 689	189	153	"	20 739
Moyennes . . .	6	405	2 130	1 538	38	31	"	4 148
1871-1880 . . .	47	3 887	21 133	14 266	382	336	"	40 056
Moyennes . . .	5	389	2 114	1 426	38	33	"	4 005
1881	3	413	1 524	1 268	37	11	"	3 256
1882	8	372	1 454	1 198	39	21	"	3 092
1883	2	373	1 856	1 298	53	14	"	3 596
1884	5	343	1 569	1 224	52	14	"	3 207
1885	5	352	1 443	1 227	59	12	"	3 098
1881-1885 . . .	23	1 353	7 846	6 215	240	72	"	16 249
Moyennes . . .	5	371	1 669	1 243	48	14	"	3 250
1886	5	236	1 533	1 250	70	35	"	3 129
1887	3	318	1 405	1 259	89	33	"	3 107
1888	"	364	1 666	1 207	88	52	"	3 377
1889	11	383	1 629	1 320	64	37	2	3 446
1890	5	409	1 853	1 431	34	61	3	3 846
1886-1890 . . .	24	1 710	8 086	6 467	395	218	5	16 905
Moyennes . . .	5	342	1 617	1 293	79	44	1	3 381
1881-1890 . . .	47	3 563	15 932	12 682	635	290	5	33 154
Moyennes . . .	5	356	1 593	1 268	64	29	"	3 315
1871-1890 . . .	94	7 450	37 070	26 948	1 017	626	5	73 210
Moyennes . . .	5	377	1 853	1 348	51	31	"	3 665
1891	15	418	1 774	1 402	64	66	2	3 741
1892	10	434	1 886	1 356	95	82	"	3 863
1893	48	392	1 585	1 346	63	86	"	3 520
1891-1893 . . .	73	1 244	5 245	4 104	222	234	2	11 124
Moyennes . . .	24	415	1 749	1 368	74	78	"	3 708

**TABEAU II. Nombre et répartition des libéralités aux divers établissements publics
ou d'utilité publique de 1836 à 1893.**

ANNÉES et PÉRIODES.	DÉPARTE- MENTS.	COMMUNES	ÉTABLISSEMENTS					TOTAUX.
			religieux.	charitables et hospitaliers.	de prévoyance.	d'instruc- tion publique.	divers.	
1836-1855 . . .	"	"	"	"	"	"	"	"
Moyennes . . .	"	"	"	"	"	"	"	"
1856-1865 . . .		3 906	20 787	16 449	173	592	"	41 912
Moyennes . . .		390	2 079	1 645	18	59	"	4 191
1871	2	275	1 492	1 384	23	28	"	3 204
1872	4	401	2 499	1 806	29	67	"	4 806
1873	4	473	2 997	1 883	50	46	"	5 453
1874	3	611	3 094	1 851	82	36	"	5 677
1875	2	532	2 907	1 908	63	56	"	5 468
* 1871-1875 . . .	15	2 292	12 989	8 832	247	233	"	24 608
Moyennes . . .	3	458	2 598	1 766	49	47	"	4 921
1876	27	507	2 973	1 735	49	66	"	5 357
1877	1	541	2 978	1 603	51	33	"	5 207
1878	4	450	2 687	1 615	54	33	"	4 843
1879	5	496	2 339	2 762	52	34	"	5 688
1880	"	422	2 132	1 752	36	23	"	4 365
1876-1880 . . .	37	2 416	13 109	9 467	242	189	"	25 460
Moyennes . . .	7	483	2 622	1 893	48	38	"	5 092
1871-1880 . . .	52	4 708	26 098	18 299	489	422	"	50 068
Moyennes . . .	5	471	2 610	1 830	49	42	"	5 007
1881	3	481	1 777	1 320	47	14	"	3 842
1882	9	426	1 791	1 475	50	23	"	3 774
1883	2	433	2 243	1 588	74	22	"	4 362
1884	5	426	1 928	1 504	76	28	"	3 967
1885	5	410	1 736	1 512	120	36	"	3 819
1881-1885 . . .	24	2 176	9 475	7 599	367	123	"	19 764
Moyennes . . .	5	435	1 895	1 520	74	25	"	3 954
1886	7	397	1 856	1 599	78	42	"	3 979
1887	3	380	1 709	1 509	110	39	"	3 750
1888	"	446	2 046	1 576	110	59	"	4 237
1889	11	437	1 887	1 594	88	51	6	4 074
1890	6	475	2 154	1 766	97	73	3	4 574
1886-1890 . . .	27	2 135	9 652	8 044	483	264	9	20 614
Moyennes . . .	5	427	1 930	1 609	97	53	2	4 123
1881-1890 . . .	51	4 311	19 127	15 643	850	387	9	40 378
Moyennes . . .	5	431	1 913	1 564	85	39	1	4 038
1871-1890 . . .	103	9 019	45 225	33 942	1 339	809	9	90 446
Moyennes . . .	5	451	2 261	1 697	67	41	"	4 522
1891	15	473	1 989	1 661	75	76	3	4 292
1892	12	493	2 197	1 672	102	101	1	4 578
1893	52	409	1 797	1 650	93	87	"	4 088
1891-1893 . . .	79	1 375	5 983	4 983	270	264	4	12 958
Moyennes . . .	26	458	1 995	1 661	90	88	1	4 819

TABLEAU III.

Nature et répartition des libéralités aux divers établis

ANNÉES et PÉRIODES.	DÉPARTEMENTS.					COMMUNES.				
	IMMEUBLES.	CAPITAUX.	RENTES		TOTAL.	IMMEUBLES.	CAPITAUX.	RENTES		TOTAL.
			sur l'État.	sur divers.				sur l'État.	sur divers.	
francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
1836-1855 . . .	"				"	7 911 757	19 999 899			27 911 656
Moyennes . . .	"	(Ces libéralités sont englobées dans celles faites aux communes.)			"	3 955 888	999 994			1 345 583
1856-1865 . . .	"				"	10 882 690	14 512 554			25 335 244
Moyennes . . .	"				"	1 088 269	1 451 255			2 533 524
1871	"	12 100	"	"	12 100	1 017 872	1 000 999	137 551	147 440	2 303 862
1872	2 000	121 195	"	"	123 195	1 043 402	825 260	328 275	132 883	2 329 820
1873	720 000	43 550	"	5 000	768 550	1 833 365	2 371 925	306 393	48 096	4 609 779
1874	"	4 500	"	12 000	16 500	2 046 255	3 397 382	469 735	85 160	5 998 532
1875	"	14 000	"	"	14 000	3 680 152	2 028 040	346 345	125 815	6 180 332
1871-1875 . . .	732 000	195 345	"	17 000	934 345	9 671 046	9 623 606	1 588 299	550 194	21 422 345
Moyennes . . .	144 400	39 069	"	3 400	186 869	1 934 209	1 924 721	317 660	110 039	4 284 469
1876	"	99 320	92 960	10 000	202 280	1 757 703	3 550 489	229 294	90 710	5 628 196
1877	26 000	"	"	"	26 000	1 700 680	3 897 261	330 049	207 427	6 135 417
1878	"	"	32 000	8 624	40 624	2 602 232	2 495 714	479 902	50 700	5 628 548
1879	"	35 000	38 000	"	73 000	1 772 041	2 860 116	650 846	123 000	5 406 003
1880	"	"	"	"	"	6 529 231	3 762 471	307 822	46 335	10 645 859
1876-1880 . . .	26 000	134 320	162 960	18 624	341 904	14 361 887	16 566 051	1 997 913	518 172	33 444 023
Moyennes . . .	5 200	26 864	32 592	3 725	68 381	2 872 377	3 313 210	399 583	103 634	6 688 804
1871-1880 . . .	748 000	329 665	162 960	35 624	1 276 249	24 032 933	26 189 557	3 586 212	1 057 566	54 866 308
Moyennes . . .	74 800	32 967	16 296	3 562	127 625	2 403 293	2 618 966	358 621	105 757	5 486 637
1881	28 500	"	120 000	"	148 500	4 335 532	4 472 602	509 824	76 800	9 394 748
1882	"	20 000	60 000	"	80 000	3 038 779	3 065 112	1 348 351	100 310	7 552 532
1883	"	16 600	"	"	16 600	1 357 668	2 693 113	448 830	99 071	4 598 682
1884	136 750	6 100	4 022	"	146 872	1 709 544	2 500 785	958 551	148 000	5 316 880
1885	41 500	241 100	21 800	"	304 400	1 975 722	4 098 581	425 140	40 693	6 550 136
1881-1885 . . .	206 750	283 800	205 822	"	696 372	12 417 235	16 830 193	3 700 696	464 874	33 412 998
Moyennes . . .	41 350	56 760	41 164	"	139 274	2 483 447	3 366 038	740 139	92 975	6 682 539
1886	"	26 050	40 800	"	68 850	992 182	3 423 493	607 625	98 705	5 122 005
1887	374 150	60 292	113 003	"	547 445	3 165 222	8 037 667	341 477	58 520	11 602 386
1888	267 678	102 662	12 000	"	382 340	967 872	4 365 649	1 171 945	37 005	6 542 471
1889	68 600	23 500	90 666	"	182 766	4 785 104	4 406 053	1 333 285	402 376	10 926 818
1890	20 000	66 000	"	"	86 000	1 673 573	4 180 228	1 527 326	193 237	7 574 264
1886-1890 . . .	730 425	280 504	256 469	"	1 267 401	11 583 953	24 413 090	4 981 658	780 843	41 768 544
Moyennes . . .	146 085	56 101	51 294	"	253 480	2 316 791	4 882 618	996 332	157 968	8 353 709
1881-1890 . . .	937 178	564 304	462 291	"	1 963 773	24 001 188	41 243 283	8 682 354	1 254 717	75 181 542
Moyennes . . .	93 718	56 430	46 229	"	196 377	2 400 119	4 124 328	868 325	125 472	7 518 154
1891	58 605	388 347	128	"	447 080	2 245 672	5 171 947	290 395	33 581	7 741 595
1892	2 003 000	258 550	22 000	"	2 283 550	2 254 040	4 764 733	945 444	48 952	8 013 169
1893	13 687	491 416	58 000	126 555	689 658	699 778	4 250 765	513 753	1 095 977	6 560 273
1891-1893 . . .	2 075 292	1 138 313	80 128	126 555	3 420 288	5 199 490	14 187 445	1 749 592	1 178 510	22 315 037
Moyennes . . .	691 764	379 438	26 709	42 185	1 140 096	1 733 163	4 729 149	583 197	392 837	7 438 346

sements publics ou d'utilité publique de 1836 à 1893.

ÉTABLISSEMENTS RELIGIEUX.					ÉTABLISSEMENTS CHARITABLES ET HOSPITALIERS.					ANNÉES et PÉRIODES.
IMMEUBLES.	CAPITAUX.	RENTES		TOTAUX.	IMMEUBLES.	CAPITAUX.	RENTES		TOTAUX.	
		sur l'État.	sur divers.				sur l'État.	sur divers.		
francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
4 409 276		17 286 024		21 695 300	15 665 844		67 448 315		83 114 159	1836-1855.
290 464		564 801		1 084 765	783 292		3 372 412		4 155 708	Moyennes.
14 801 736		28 977 995		43 179 721	19 542 613		53 020 211		72 562 824	1856-1865.
1 480 173		2 887 799		4 317 972	1 954 261		5 802 021		7 256 282	Moyennes.
1 083 930	2 028 581	309 320	195 977	3 617 808	1 912 246	4 052 518	482 786	470 503	6 918 053	1871
2 806 041	3 514 513	792 406	431 106	7 544 066	3 775 337	6 607 867	1 549 281	523 455	12 455 940	1872
4 948 069	4 575 720	1 525 214	510 728	11 557 728	5 759 093	6 489 960	1 149 047	371 064	13 769 164	1873
5 042 608	5 819 915	1 842 516	403 574	13 108 613	3 060 552	6 397 944	563 819	125 582	10 147 897	1874
3 799 298	5 819 293	1 481 749	290 651	11 390 991	4 327 222	6 512 126	1 808 741	969 751	13 617 840	1875
17 677 946	21 758 022	5 951 202	1 832 036	47 219 206	18 834 450	30 060 415	5 553 674	2 460 355	56 908 894	1871-1875.
3 335 590	4 351 604	1 190 240	366 407	9 443 841	3 766 890	6 012 083	1 111 735	492 071	11 381 779	Moyennes.
3 157 510	5 689 076	1 279 060	318 840	10 444 516	2 393 201	6 050 308	1 162 002	117 754	9 723 265	1876
2 510 737	5 767 297	1 111 138	311 118	9 706 290	3 089 953	8 581 552	1 261 437	254 863	13 188 103	1877
2 588 634	4 147 947	1 006 399	322 096	8 065 126	2 682 600	5 909 982	1 205 708	265 899	10 004 189	1878
2 201 334	4 435 960	858 246	234 739	7 750 279	3 647 453	9 798 481	1 122 739	554 938	15 123 614	1879
1 770 759	2 995 614	828 688	178 448	5 773 509	2 907 494	6 267 862	603 149	888 517	10 672 022	1880
12 235 051	23 055 894	5 083 531	1 365 241	41 739 720	14 720 704	36 608 485	5 360 035	2 081 971	58 771 195	1876-1880.
2 447 011	4 611 179	1 016 706	273 048	8 347 944	2 944 141	7 321 697	1 072 007	416 394	11 754 239	Moyennes.
20 913 000	44 813 916	11 034 733	3 197 277	88 958 926	33 535 154	66 668 900	10 913 709	4 542 326	115 680 089	1871-1880.
2 291 390	4 481 391	1 103 473	319 728	8 895 892	3 855 515	6 666 890	1 091 371	454 233	11 568 009	Moyennes.
799 327	3 099 827	734 648	219 950	4 873 752	1 737 179	7 706 803	860 166	432 461	10 730 609	1881
905 330	2 956 012	563 708	158 875	4 584 125	2 847 568	6 723 355	686 526	260 133	10 517 592	1882
880 901	5 141 103	1 033 476	182 909	7 238 391	3 001 973	7 080 010	906 506	1 048 867	12 037 356	1883
540 267	3 185 010	739 587	208 909	4 973 773	2 016 057	6 592 565	1 677 962	1 855 343	12 141 927	1884
480 339	2 492 088	700 258	213 662	3 892 347	1 889 289	11 383 418	928 086	183 004	14 383 797	1885
3 912 364	16 874 040	3 791 679	984 305	25 562 388	11 492 066	39 486 151	5 059 246	3 779 808	59 817 271	1881-1885.
782 473	3 374 603	758 336	196 861	1 112 478	2 298 413	7 897 230	1 011 849	755 962	11 963 454	Moyennes.
911 106	3 375 816	920 193	244 711	5 455 126	2 713 756	8 891 727	3 739 089	131 716	15 476 288	1886
559 501	2 830 021	667 771	252 117	4 329 410	3 335 125	13 942 639	581 603	335 412	18 194 839	1887
1018 482	4 502 599	1 066 684	228 131	6 645 896	3 906 030	10 809 775	1 596 806	332 649	16 645 260	1888
194 076	4 490 945	958 141	184 049	6 127 211	3 083 516	15 689 008	5 191 846	10 176 292	34 140 662	1889
1 133 167	4 451 799	1 094 348	215 941	6 945 255	5 488 337	8 012 864	1 514 349	516 212	15 531 762	1890
4 199 652	19 471 180	4 707 137	1 124 949	29 502 898	18 526 704	57 346 013	12 623 753	11 492 231	99 988 811	1886-1890.
839 926	3 894 236	941 427	224 990	5 900 579	3 705 353	11 469 202	2 524 751	2 298 456	19 297 762	Moyennes.
8 111 006	36 345 320	8 498 816	2 109 254	55 065 386	30 018 830	96 832 164	17 682 999	13 272 039	159 806 082	1881-1890.
811 209	3 634 522	849 882	210 925	5 606 529	3 001 883	9 683 216	1 768 300	1 527 209	15 980 608	Moyennes.
609 103	3 688 688	1 306 770	283 738	5 888 299	3 294 896	9 635 301	1 357 124	666 591	14 953 912	1891
767 235	4 462 811	1 759 022	725 097	7 714 165	3 739 313	11 211 466	2 048 449	309 454	17 395 632	1892
476 614	4 313 768	1 066 267	222 721	6 084 370	4 473 767	11 359 271	1 701 378	684 453	18 218 869	1893
1 852 952	12 470 267	4 132 059	1 231 556	19 686 834	11 507 976	32 206 038	5 106 951	1 750 498	50 571 463	1891-1893.
617 650	4 156 766	1 377 353	410 519	6 662 278	3 885 592	10 735 946	1 702 317	589 499	16 857 154	Moyennes.

TABLEAU III (suite).

Nature et répartition des libéralités aux divers établis

ANNÉES et PÉRIODES.	ÉTABLISSEMENTS DE PRÉVOYANCE.					ÉTABLISSEMENTS D'INSTRUCTION PUBLIQUE.				
	IMMEUBLES.	CAPITAUX.	RENTES		TOTAUX.	IMMEUBLES.	CAPITAUX.	RENTES		TOTAUX.
			sur l'État.	sur divers.				sur l'État.	sur divers.	
francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
1836-1855 . . .	5 425		349 820		355 245	1 852 681		3 869 047		5 721 728
Moyennes . . .	271		17 491		17 762	92 694		193 452		286 086
1856-1865 . . .	9 150		283 596		292 746	1 026 044		1 996 149		3 021 193
Moyennes . . .	915		28 360		29 275	102 604		199 615		302 110
1871.	"	79 900	930	"	80 830	45 000	104 507	17 000	"	166 507
1872.	300	41 010	4 000	"	45 310	289 983	150 897	51 600	11 000	503 480
1873.	1 000	123 223	13 233	"	137 556	120 589	196 875	105 660	47 480	470 604
1874.	2 241	172 189	17 816	100	191 846	23 920	115 349	99 066	"	238 335
1875.	20 023	116 863	2 000	"	138 886	53 500	438 697	91 300	1 000	584 497
1874-1875 . . .	23 564	533 185	37 579	100	594 428	532 992	1 006 325	364 626	59 480	1 963 423
Moyennes . . .	4712	106 637	7 516	20	118 885	106 598	201 265	72 925	11 896	392 684
1876.	"	156 402	20 385	"	176 787	172 530	122 860	22 200	6 400	323 990
1877.	"	146 248	8 040	"	154 288	125 110	150 030	6 250	58 000	339 390
1878.	"	204 484	28 250	2 000	234 734	112 328	171 815	56 266	"	340 409
1879.	12 500	275 875	46 416	35 400	370 191	12 288	128 876	22 483	5 392	169 039
1880.	1 413	70 300	500	"	72 213	1 940	33 725	1 600	"	37 265
1876-1880 . . .	13 913	853 309	103 591	37 400	1 008 213	424 196	607 306	108 799	69 792	1 210 093
Moyennes . . .	2 782	170 662	20 718	7 480	201 642	84 839	121 461	21 760	13 958	242 018
1871-1880 . . .	37 477	1 386 494	141 170	37 500	1 602 641	957 188	1 613 631	473 425	129 272	3 173 516
Moyennes . . .	3 748	138 649	14 117	3 750	160 264	95 719	161 363	47 342	12 927	317 851
1881.	240 000	98 114	28 900	"	367 014	4 000	76 466	2 340	"	82 806
1882.	5 000	124 100	160	"	129 260	"	203 450	2 000	250	205 700
1883.	3 000	184 500	18 240	"	205 740	1 100	77 400	26 880	12 300	117 680
1884.	3 000	452 905	65 500	"	521 405	61 568	121 640	58 610	"	241 818
1885.	1 800	619 560	1 400	"	622 760	"	309 931	39 600	"	349 531
1881-1885 . . .	252 800	1 479 179	114 260	"	1 846 179	66 668	788 887	129 450	12 550	997 535
Moyennes . . .	50 560	295 836	22 840	"	369 236	13 334	157 777	25 886	2 510	199 507
1886.	"	465 631	88 500	"	554 131	500	945 963	149 148	"	1 095 611
1887.	"	354 665	40 520	7 150	402 335	500 000	769 139	45 044	1 000	1 315 183
1888.	26 500	468 796	34 702	14 000	543 998	3 789	353 138	109 755	52 144	718 826
1889.	27 000	800 709	51 020	10 115	888 844	"	1 528 223	72 825	81 825	1 682 873
1890.	"	479 404	9 350	20 121	508 875	28 157	768 628	119 036	6 400	922 221
1886-1890 . . .	53 500	2 569 205	224 092	51 386	2 898 183	532 446	4 565 091	495 308	141 369	5 734 714
Moyennes . . .	10 700	513 841	44 818	10 277	579 636	106 489	913 018	99 162	28 274	1 146 943
1881-1890 . . .	306 300	4 048 334	338 292	51 386	4 744 362	599 114	5 353 978	625 238	153 919	6 732 249
Moyennes . . .	30 630	404 838	33 829	5 139	474 436	59 911	535 398	62 624	15 392	673 225
1891.	6 800	184 835	130 020	"	321 155	32 457	537 759	108 525	24 900	703 641
1892.	10 500	270 707	17 800	"	299 007	44 890	517 021	405 115	11	967 037
1893.	"	246 312	232 300	12	478 624	36 773	524 525	579 567	2 102 784	3 243 649
1891-1893 . . .	16 800	701 854	380 120	12	1 098 786	114 120	1 579 305	1 093 207	2 127 695	4 914 327
Moyennes . . .	5 600	233 951	126 707	4	366 262	38 040	526 435	364 402	709 232	1 638 109

sements publics et d'utilité publique de 1836 à 1893.

ÉTABLISSEMENTS DIVERS.					RÉCAPITULATION.					ANNÉES et PÉRIODES.
IMMEUBLES.	CAPITAUX.	RENTES		TOTAUX.	IMMEUBLES.	CAPITAUX.	RENTES		TOTAUX.	
		sur l'État.	sur divers.				sur l'État.	sur divers.		
francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.	
"	"	"	"	"	29 844 983		108 953 105		138 793 088	1836-1855.
"	"	"	"	"	1 492 249		5 447 655		939 904	Moyennes.
"	"	"	"	"	46 201 223		98 190 505		144 391 728	1856-1865.
"	"	"	"	"	4 620 122		9 819 050		14 439 172	Moyennes.
"	"	"	"	"	4 059 048	7 278 605	947 587	813 920	13 099 160	1871
"	"	"	"	"	7 917 063	11 260 742	2 725 562	1 098 444	23 001 811	1872
"	"	"	"	"	13 430 116	13 801 253	3 099 644	982 368	31 313 381	1873
"	"	"	"	"	10 175 576	15 907 279	2 992 452	626 416	29 701 723	1874
"	"	"	"	"	11 830 195	14 929 019	3 730 135	1 387 217	31 926 566	1875
"	"	"	"	"	47 461 998	63 176 898	13 495 330	4 908 365	129 042 641	1871-1875.
"	"	"	"	"	9 492 399	12 635 380	2 699 076	981 773	25 808 528	Moyennes.
"	"	"	"	"	7 480 974	15 668 455	2 803 901	543 704	26 499 034	1876
"	"	"	"	"	7 458 430	18 542 688	2 716 914	831 408	29 549 490	1877
"	"	"	"	"	7 985 844	12 929 942	2 808 525	649 319	24 373 630	1878
"	"	"	"	"	7 645 619	17 554 308	2 738 730	953 469	28 892 126	1879
"	"	"	"	"	11 210 837	13 129 972	1 746 759	1 113 300	27 200 868	1880
"	"	"	"	"	41 781 754	77 825 365	12 816 829	4 091 200	136 515 148	1876-1880.
"	"	"	"	"	8 356 351	15 565 073	2 563 365	818 240	27 303 029	Moyennes.
"	"	"	"	"	89 243 752	141 002 263	26 312 209	8 999 565	265 557 789	1871-1880.
"	"	"	"	"	8 924 375	14 100 226	2 631 221	899 957	26 555 779	Moyennes.
"	"	"	"	"	7 144 528	15 453 812	2 275 878	729 211	25 603 429	1881
"	"	"	"	"	6 796 877	13 092 029	2 060 745	519 568	23 069 219	1882
"	"	"	"	"	5 241 642	15 192 726	2 433 934	1 343 147	24 214 449	1883
"	"	"	"	"	4 767 185	12 859 005	3 504 232	2 212 253	23 342 675	1884
"	"	"	"	"	4 394 050	19 144 678	2 126 284	437 359	26 102 971	1885
"	"	"	"	"	23 347 882	75 742 250	13 001 073	5 241 538	122 332 743	1881-1885.
"	"	"	"	"	5 669 576	15 148 450	2 600 214	1 048 308	24 466 548	Moyennes.
"	"	"	"	"	4 620 845	17 130 680	5 345 355	475 132	27 772 012	1886
"	"	"	"	"	7 933 998	26 014 423	1 789 478	654 199	36 392 098	1887
"	"	"	"	"	6 220 351	20 602 610	3 991 892	663 929	31 478 791	1888
"	2 225	"	"	2 225	8 458 296	26 940 063	7 697 783	10 854 657	53 991 399	1889
"	53 000	"	"	53 000	8 393 234	13 011 923	4 264 409	951 911	31 621 477	1890
"	55 225	"	"	55 225	35 626 734	108 700 308	23 288 917	13 599 828	181 215 777	1886-1890.
"	"	"	"	"	7 125 345	21 740 061	4 657 783	99 965	36 243 155	Moyennes.
"	55 225	"	"	55 225	63 974 606	184 442 558	36 289 990	18 841 366	303 548 520	1881-1890.
"	"	"	"	"	6 397 461	18 441 256	3 628 999	1 884 136	30 354 852	Moyennes.
"	22 000	10 000	"	32 000	6 247 033	19 628 877	3 202 962	1 008 810	30 087 682	1891
"	20 000	"	"	20 000	8 818 978	21 503 288	5 197 830	1 173 514	36 695 610	1892
"	"	"	"	"	5 700 619	21 191 057	4 151 265	4 232 502	35 275 443	1893
"	42 000	10 000	"	52 000	20 766 630	62 325 222	12 552 057	6 414 826	102 038 735	1891-1893.
"	14 000	8 333	"	17 333	6 922 210	20 776 074	4 184 019	2 138 275	34 019 578	Moyennes.

TABLEAU IV.

Répartition des libéralités entre les différents

PÉRIODE QUINQUEN

(Les documents statistiques publiés par la Statistique générale de la France ne

ANNÉES.	DÉPARTEMENTS.	COMMUNES.	ÉTABLISSEMENTS RELIGIEUX			ÉTABLISSEMENTS CHARITABLES ET HOSPITALIERS				ÉTABLISSEMENTS DE PRÉVOYANCE			
			PUBLICS (1).	D'UTILITÉ		PUBLICS (3).	PRIVÉS (4)			PUBLICS (5).	D'UTILITÉ		
				PUBLIQUE	TOTAL.		religieux dirigés par		TOTAL.		PUBLIQUE.	TOTAL.	
							des prêtres séculiers.	des congréganistes.					des laïques.
(2).	(6).												
<i>Immeu</i>													
1889. . . .	68 600	4 785 104	484 976	9 100	494 076	2 885 481	137 785	»	60 800	3 088 516	»	27 000	27 000
1890. . . .	20 000	1 673 573	1 056 536	126 631	1 183 167	5 342 839	»	13 400	132 098	5 488 387	»	»	»
1891. . . .	58 605	2 245 672	591 965	17 138	609 103	3 180 532	»	20 000	91 864	3 294 896	»	6 300	6 300
1892. . . .	2 003 000	2 254 040	702 101	65 184	767 285	3 675 712	17 581	»	46 020	3 739 313	»	10 500	10 500
1893. . . .	13 687	699 778	428 874	47 740	476 614	4 256 267	»	»	217 500	4 473 767	»	»	»
1889-1893.	2 163 892	11 653 167	3 264 452	265 743	3 530 195	19 340 781	155 366	38 400	550 232	20 079 829	»	43 800	43 800
Moyennes.	432 778	2 331 634	652 890	53 149	706 039	3 868 156	31 073	6 680	110 056	4 015 966	»	8 760	8 760
<i>Capi</i>													
1889. . . .	23 500	4 406 053	3 302 565	1 188 380	4 490 945	12 120 273	28 450	165 575	3 374 710	15 689 008	250	800 459	800 709
1890. . . .	66 000	4 180 228	3 449 690	1 002 109	4 451 799	6 990 099	2 500	78 279	9 111 936	8 012 864	»	479 404	479 404
1891. . . .	388 347	5 171 947	2 751 524	937 164	3 688 688	8 941 849	45 000	20 955	6 271 497	9 635 301	7 000	177 835	184 835
1892. . . .	258 550	4 764 733	3 501 408	961 403	4 462 811	9 604 025	106 341	109 406	1 391 700	11 211 466	1 650	269 057	270 707
1893. . . .	491 416	4 250 765	2 733 941	1 584 827	4 318 768	9 668 441	8 900	75 800	2 206 130	11 859 271	»	246 312	246 312
1889-1893.	1 227 813	22 773 726	15 739 138	5 673 883	21 413 011	46 724 687	191 191	450 009	8 512 023	55 907 910	8 900	1 973 067	1 981 967
Moyennes.	245 563	4 554 746	3 147 826	1 134 776	4 282 602	9 344 937	38 239	90 002	1 708 405	11 181 683	1 780	394 613	396 339
<i>Titres de ren</i>													
1889. . . .	90 666	1 333 285	920 681	37 460	958 141	5 146 830	6 000	»	39 016	5 191 846	15 000	36 020	51 020
1890. . . .	»	1 527 326	1 013 149	81 199	1 094 348	1 469 829	»	200	44 820	1 514 349	»	9 350	9 350
1891. . . .	128	290 395	1 262 571	44 199	1 306 770	1 293 764	»	1 360	62 000	1 357 124	»	130 020	130 020
1892. . . .	22 000	915 444	1 742 836	16 136	1 759 022	1 844 357	144 192	»	9 900	2 043 449	1 000	18 800	17 800
1893. . . .	58 000	513 753	1 015 767	50 500	1 066 267	1 480 645	»	»	220 733	1 701 378	96 000	136 300	232 300
1889-1893.	170 794	4 610 203	5 955 054	229 494	6 184 543	11 234 925	150 192	1 560	376 469	11 813 146	112 000	328 490	440 490
Moyennes.	34 159	922 041	1 191 011	45 899	1 236 910	2 256 985	30 038	312	75 294	2 362 639	22 400	65 698	88 098
<i>Titres de ren</i>													
1889. . . .	»	402 376	180 049	4 000	184 049	9 663 156	»	»	513 136	10 176 292	»	10 115	10 115
1890. . . .	»	193 237	179 141	36 800	215 941	366 702	»	»	149 510	516 212	»	20 121	20 121
1891. . . .	»	33 581	202 924	80 814	283 738	618 591	»	»	48 000	666 591	»	»	»
1892. . . .	»	48 952	720 554	4 543	725 097	175 288	89 166	»	135 000	399 454	»	»	»
1893. . . .	126 555	1 095 977	179 721	43 000	222 721	473 453	»	»	211 000	684 453	»	12	12
1889-1893.	126 555	1 774 123	1 462 389	169 157	1 631 546	11 297 190	89 166	»	1 056 646	12 443 002	»	30 248	30 248
Moyennes.	25 311	354 826	292 478	33 832	326 309	2 259 438	17 833	»	211 329	2 489 600	»	6 050	6 050
<i>To</i>													
1889. . . .	182 766	10 926 818	4 883 271	1 238 940	6 127 211	29 815 690	172 235	165 575	3 987 162	34 140 662	15 250	873 594	888 844
1890. . . .	86 000	7 574 364	5 698 516	1 246 739	6 945 255	14 168 969	2 500	91 879	1 268 414	15 531 762	»	504 875	508 875
1891. . . .	447 080	7 741 595	4 808 984	1 079 315	5 888 299	14 034 736	45 000	42 315	831 861	14 953 912	7 000	314 155	321 155
1892. . . .	2 283 550	8 013 169	6 666 949	1 047 216	7 714 165	15 349 382	357 280	109 400	1 582 620	17 398 632	2 650	296 357	299 007
1893. . . .	689 658	6 560 273	4 358 303	1 726 067	6 084 370	15 278 806	8 900	75 800	2 853 363	18 218 869	96 000	382 624	478 624
1889-1893.	3 689 054	40 816 219	26 421 023	6 338 277	32 759 310	83 647 583	585 915	484 969	10 525 420	100 243 887	120 900	2 875 605	2 496 505
Moyennes.	737 811	8 163 245	5 284 205	1 267 656	6 551 860	17 729 516	117 183	96 994	2 105 084	20 043 777	24 180	475 121	499 301
trois encaissés par le Trésor calculés sur cette moyenne. . . .	83 004	918 365	594 473	142 611	737 084	1 994 570	13 183	10 912	236 822	2 255 487	2 720	53 451	56 171

(1) Fabriques, consistoires, messes épiscopales et curiales, conseils presbytéraux, chapitres, grands séminaires, caisses de retraites pour les prêtres âgés ou in
(2) Congrégations reconnues d'utilité publique.
(3) Hôpitaux, hospices, bureaux de bienfaisance, dépôts de mendicité, asiles publics d'aliénés ou d'incurables.
(4) Hôpitaux et hospices privés, ouvroirs, orphelins, sociétés de charité maternelle, crèches, asiles privés d'aliénés ou autres.
(5) Caisse des retraites pour la vieillesse, caisse des dépôts et consignations, caisse nationale d'épargne, caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'acci
(6) Monts-de-piété, sociétés de retraites, sociétés de secours mutuels, caisses d'épargne.
(7) Académie française. — des beaux-arts, — des sciences, — des sciences morales et politiques, — des inscriptions et belles-lettres, — de médecine. — (Ces
(8) Académies libres, sociétés savantes et corps savants reconnus d'utilité publique.
(9) Facultés, lycées, collèges et autres établissements publics universitaires. — (Ces libéralités ne sont pas assujetties à l'impôt, comme faites au profit de l'État.)
(10) Établissements d'enseignement supérieur, secondaire ou primaire reconnus d'utilité publique.
(11) Chambres de commerce, chambres des notaires, ordre des avocats.

TABLEAU V. Régime fiscal appliqué aux libéralités consenties aux établissements publics dans les principaux pays étrangers.

PAYS.	LIBÉRALITÉS jouissant d'un régime de faveur lorsque les bénéficiaires sont ceux indiqués dans cette colonne.	IMPÔT.	LOIS ayant prononcé l'exception.
Allemagne : Grand-Duché de Bade.	Dons et legs au profit des pauvres et de certains établissements publics	Exempts.	Ord. 18 mai 1855, art. 78.
Bavière	Dons et legs au profit de certains établissements publics	Id.	Loi 18 août 1879, art. 8.
Brême	Dons et legs au profit de certains établissements publics	Id.	Loi de finances.
Prusse	Dons et legs au profit de certains établissements publics Successions recueillies par les établissements de bienfaisance, d'enseignement ou d'utilité publique	Id.	Loi 30 mai 1873.
Saxe	Dons et legs à certains établissements publics.	4 p. 100.	Loi 13 novembre 1876, art. 2.
Wurtemberg	Dons et legs à certains établissements publics.	Id.	Loi 24 mars 1881, art. 3.
Angleterre	Dons et legs à certains établissements publics.	Id.	Loi 16 et 17 Victoria, art. 18 (1853).
Espagne	Legs en faveur de l'âme du testateur	1 p. 100.	Loi 25 septembre 1892.
Grèce	Legs en faveur de l'âme d'autres personnes Dons et legs au profit d'établissements d'enseignement ou d'utilité publique reconnus officiellement par le Gouvernement	8 p. 100.	
Italie	Transmissions au profit des institutions ayant spécialement pour objet de venir en aide aux classes pauvres	Exempts.	Loi 30 décembre 1887.
Roumanie	Legs au profit de certains établissements publics	5 p. 100.	Loi 22 juillet 1894 (au lieu de 6.50 p. 100, tarif de 1874).
Russie	Legs aux établissements de bienfaisance, établissements scientifiques et scolaires, églises, monastères et paroisses	Exempts.	Loi 19 mars 1886, art. 31.
Suisse :		Id.	Oukase, juillet 1882, régl. I, art. 2.
Argovie	Successions en faveur des établissements d'utilité publique et de bienfaisance	Id.	Loi 28 mai 1857, art. 5.
Bâle	Successions en faveur des établissements d'utilité publique et de bienfaisance	Id.	Loi 31 mai 1880, art. 16.
Berne	Legs à certains établissements publics	Id.	Loi 4 mai 1874.
Genève	Legs aux établissements publics	Id.	Loi 18 juin 1870, art. 17.
Lucerne	Legs aux établissements publics d'instruction ou de secours	Id.	Loi 29 mars 1859, art. 51.
Neuchâtel	Legs à certains établissements publics	Id.	Loi 29 décembre 1876, art. 3.
Schaffouse	Legs aux établissements publics	Id.	Loi 8 mars 1884.
Soleure	Legs en faveur des églises paroissiales, des prébendes curiales, des établissements de l'assistance publique et des établissements d'instruction publique	1 p. 100.	Loi 13 décembre 1848, art. 2.
Thurgovie	Legs à certains établissements publics	Exempts.	Loi 23 mars 1850, art. 5.
Vaud	Legs à certains établissements publics	Id.	Loi de finances 19 nov. 1885, art. 13.
Zug	Legs aux églises, aux écoles et aux pauvres	Id.	Loi 1 ^{er} juin 1876, art. 14.
Zurich	Legs faits dans un but d'utilité publique à une commune ou à un canton	Id.	Loi 22 décembre 1869, art. 3.